

LE DIABLE BOITEUX

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Paraît trois fois par semaine.

Paraît trois fois par semaine.

ABONNEMENTS :

	Paris.	Départements.
Trois mois.	5 fr.	4 fr.
Six mois.	10	8
Un an.	20	15

Le mode d'abonnement le plus simple pour les départements consiste à déposer au bureau de poste le prix de l'abonnement, qui vous remet un mandat, que l'on adresse au Directeur du Journal par lettre affranchie.



Cet animal est fort méchant,
Quand on l'attaque il se défend.

Les abonnements datent du 1^{er} et du 15. — On s'abonne à Paris, rue des Grands-Augustins, 27.

Outre les Débats politiques et le Résumé des Séances de l'Assemblée Nationale, chaque numéro contiendra la Biographie de l'un des Représentants du peuple.

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé (franco) à M. le Directeur du Journal, rue des Grands-Augustins, 27, à Paris.

SOMMAIRE.

Louis Napoléon, représentant, prétendant. — Biographie de François-Dominique Arago. — Réclamation de MM. les Canards, concernant l'arrêt de mort prononcé contre eux par le Préfet de Police. — Coups de béquille. Nouvelles diverses. — Séance de la Chambre. — Démission de Clément Thomas.

LOUIS NAPOLEON,

REPRÉSENTANT DU PEUPLE ET PRÉTENDANT.

La queue du Gouvernement provisoire, la Commission exécutive est aux abois; au bout de quelques mois d'existence, elle tombe de vétusté, et cependant, semblable à ces vieillards décrépits qui se rattachent à la vie, avec d'autant plus d'ardeur qu'ils sont plus près de la tombe, elle s'accroche avec fureur au pouvoir qui lui échappe. Parmi ces hommes aujourd'hui si hautement jugés, condamnés et repoussés par l'opinion de la France, il n'en est pas un qui ne rêve encore pour lui le pouvoir et la souveraineté. Voilà ce qui explique la frayeur dont ils ont été saisis en entendant proclamer le nom de Louis-Napoléon. En le voyant venir siéger à la Chambre comme représentant, chacun d'eux s'est mis à le redouter comme un concurrent personnel. Voilà ce qui explique l'étrange prétention qu'ils ont eue de vouloir rendre la Chambre complice des frayeurs de leur ambition. Et de quel droit la Chambre elle-même pourrait-elle le repousser, lorsqu'il a été nommé par la nation? Et depuis quand une fraction quelconque d'un pouvoir a-t-elle plus de puissance que ce pouvoir tout entier? Y a-t-il quelque loi qui le repousse? y en a-t-il quelqu'une qui soit au-dessus de la souveraineté nationale qui l'appelle et l'investit de son inviolabilité? Le citoyen Bonaparte ne paraît point peut-être d'assez bonne famille à sir Flocon, à milord Mairast et autres gentilshommes de l'ère nouvelle, qui occupent les hautes régions de la République.

Méfions-nous de ces hommes qui nous disent avec une frayeur hypocrite. Le prince Napoléon n'est pas un simple représentant, c'est de plus un prétendant qui arrive avec des espérances coupables. Non, non, Messieurs du Directoire, assez de conspirations comme cela! La France ne craint pas les prétendants. Avec son amour et son enthousiasme pour la République, elle ne craint point les ambitieux, pas même vous! Ce prince citoyen que vous calomniez, a déclaré dans sa profession de foi, pour le moins aussi sincère que la vôtre: « Qu'il ne croira jamais que la France soit l'apanage d'un seul homme et d'une seule famille; que jamais il n'invoquera d'autres droits que ceux de citoyen français. » A ce titre, la France l'accueille dans son sein, et vous voulez le repousser! Elle le nomme représentant et l'investit d'une partie de sa souveraineté, et vous conspirez contre lui! Eh! que diriez-vous, si le peuple qui l'a nommé le prenait dans ses bras et venait l'installer sur son siège; vous crieriez sans doute à la trahison, à la révolte. Mais où seraient les traîtres et les rebelles? Encore une fois, Messieurs du Directoire, assez de conspirations!

Oui, sans doute, en sa qualité de citoyen français, L. Napoléon est un prétendant, il aspire à servir la République; en sa qualité de représentant, il aspire à exercer, pour le bien de la France, la partie de la souveraineté qui lui a été déléguée; il aspire, nous l'espérons du moins, il aspire comme vous tous à servir la République dans tous les emplois qu'elle voudra lui confier; il aspire à la servir, et c'est son droit, comme président, si la France le veut. Et pensez-vous, citoyens, que ce nom glorieux, ce nom dont le prestige ne périra

point en France, ne puisse point figurer à côté du titre de président de la République, avec autant d'éclat que celui de Mairast, ou de Flocon, ou de Ledru-Rollin?

Peuple toujours trompé, ces prétendants dont on cherche à te faire tant de peur, qu'on évoque tous les matins comme un épouvantail, ne sont pas tes plus dangereux ennemis; ce sont ceux qui te trompent et cherchant toujours à te tromper, ce sont ceux qui après avoir saisi le pouvoir cherchent à le conserver malgré toi, et ne savent trouver d'autre expédient que celui de diviser pour régner, et de répandre partout les divisions, les haines et les dissensions, dont ils sont eux-mêmes déchirés. Ce sont ces apôtres de l'égalité, de la liberté, de la fraternité, qui après avoir tout pris pour eux dans le partage de famille, te prêchent maintenant la haine et la discorde.

Non, l'Assemblée n'adoptera pas le décret monstrueux qui lui est proposé par la Commission exécutive. La France ne le sanctionnera pas.

Pendant que vous tremblez ainsi à l'approche de ce nom redoutable, plein de respect pour la souveraineté nationale, plein d'amour pour la France, il n'a pas reculé devant le plus grand de tous les sacrifices, il a donné sa démission, vous le voyez, plutôt que de consentir à ce que son nom pût être la cause ou le prétexte de nouveaux troubles qui sont devenus maintenant vos frayeurs hypocrites. Aurez-vous le courage de l'imiter, et de vous retirer aussi lorsque vous savez bien que ce sont vos noms, vos actes, votre présence au pouvoir qui jettent le trouble et la frayeur dans la nation?

ARAGO (François-Dominique),

MEMBRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE, MINISTRE DE LA MARINE, REPRÉSENTANT.

Par la beauté de sa figure, sa stature élevée, par l'inspiration de son regard, par les aventures de sa jeunesse, la célébrité de son âge mûr et l'imprévu de son élévation actuelle, le citoyen Arago semblerait destiné à fournir à l'imagination un héros de roman, avec tout l'intérêt, toutes les péripéties d'une carrière aventureuse, si la gravité de sa position et la politique n'en avaient fait un personnage historique des plus importants de notre époque. Aussi les écrivains moralistes de l'époque semblent se complaire à tracer de lui des portraits plus ou moins fantastiques. M. Arago, dit l'un d'entre eux, « a l'esprit prompt, l'imagination vive, la parole facile, beaucoup d'amour-propre, un désintéressement qui ne s'est jamais démenti, une grande mobilité d'idées, plus d'énergie que d'activité, une impétuosité de caractère qui l'entraîne quelquefois trop loin, et avec cela beaucoup d'adresse, de modération, même quand il ne peut pas emporter une question de haute lutte. » Tous ces portraits tracés par des aligneurs de phrases sont en général fantastiques, et la ressemblance est le dernier des détails dont ils s'occupent. Pour ne parler que d'un des traits de celui-ci, nous voudrions bien savoir en quoi a pu éclater le désintéressement du citoyen Arago, qui, depuis l'Empire jusqu'à la République du 24 février, sous Napoléon comme sous la Restauration et sous la dynastie d'Orléans, a toujours été en possession d'excellentes places grassement rétribuées, voir même de sinécures entachées de cumul, et dont l'amour-propre n'a pas été insensible à ces hochets dont les rois se servent pour amuser les hommes, savants et ignorans. Nous voudrions être témoins surtout de la contenance que doit faire ce louangeur si malencontreux du désintéressement du ci-

toyen Arago, en voyant l'apreté avec laquelle il s'est jeté sur la curée du 24 février, en le voyant fonder à son profit une de ces *dynasties* effrontées et cupides qui envahissent tout, en voyant les Arago se multiplier, pulluler partout où il y a de bonnes places et de riches honoraires, depuis le gouvernement provisoire jusqu'à la dernière branche des services publics. Mais revenons au roman, aussi bien l'histoire devient quelque peu difficile; reprenons donc la jeunesse du citoyen Arago. Né à Estagel, dans le Roussillon, le 26 février 1786, il fit ses premières études à Perpignan et à Montpellier; puis il vint à Paris, à 18 ans, se présenta à l'École Polytechnique et fut admis le 1^{er} de sa promotion. D'autres biographies prétendent au contraire qu'à 14 ans il ne savait pas lire, et que son intelligence fut loin d'avoir un développement précoce. Quoiqu'il en soit, il n'en est pas moins certain qu'à 19 ans il était nommé secrétaire du bureau des longitudes, et à 20 ans il commençait à prendre rang parmi les savants de l'Europe.

L'année suivante, en 1806, il faisait partie de l'expédition scientifique qui fut envoyée en Espagne pour compléter la mesure du méridien terrestre qui a servi de base au système métrique. Ce travail commencé par MM. Delambre et Méchain devait se prolonger jusqu'à Barcelonne. Il devint la cause de la captivité du jeune savant chez les Majorquains et les pirates de l'île de Palamos. On était en 1807, au moment de l'invasion de l'Espagne par les armées françaises; cette guerre désastreuse et acharnée, qui devait entraîner plus tard la chute de l'Empire, avait éclaté. Les habitants des Baléares, grossiers et ignorants alors comme ils le sont encore aujourd'hui, comprenaient peu les calculs du jeune astronome, ils regardèrent les feux qu'il allumait sur leurs montagnes, comme des signaux ou des phares destinés à éclairer la marche de quelque division de l'escadre française; des menaces de mort sont proférées contre lui, et ce n'est qu'à force d'adresse, de déguisements, et après mille dangers qu'il put parvenir à se réfugier dans la citadelle de Palma. De là il se rendit à Alger sur une barque chargée de ses instruments et de ses hautes destinées, et conduite par un seul matelot. Bien accueilli par le dey d'Alger, il obtint l'autorisation de s'embarquer sur une frégate algérienne qui se rendait à Marseille; mais les incidents romanesques se multiplièrent, la frégate est capturée par un corsaire, et le savant fait prisonnier est bientôt jeté dans les pontons de Palamos, où il eut à lutter contre toutes les horreurs de la misère. Ce n'était point alors l'heureux temps de la monarchie constitutionnelle, où un ministre complaisant pouvait mettre à la disposition d'un littérateur ou d'un savant quelconque un des vaisseaux de l'États. On ne se préoccupait pas de la chasse au lion sur les côtes de l'Algérie. L'incomparable, le gigantesque Dumas ne fleurissait point encore dans la république des lettres. Notre jeune savant fut oublié dans sa captivité, le gouvernement impérial avait bien autre chose à faire qu'à penser à M. Arago et à ses instruments: il est vrai de dire qu'Arago n'était point alors le savant populaire et un peu charlatan qu'il est devenu depuis. A quelque chose cependant malheur est bon, car sur ces pontons et dans cette odyssée de la Méditerranée il devint un profond marin, et on assure que ce sont ces deux tristes campagnes de Palamos à Bougie, et d'Alger à Marseille, qui lui ont valu ces jours derniers le ministère de la marine. Peu de marins, il faut en convenir, ont conquis leur position à aussi bon marché. Reprenons notre récit. Heureusement le dey d'Alger jura par Mahomet qu'on lui rendrait la frégate capturée avec le savant et ses instruments, sans quoi notre ministre actuel de la marine et de la guerre serait encore à Palamos, et Dieu sait ce que seraient devenues sans lui l'astronomie et la science dans notre malheureux pays. Heureusement le ciel veille sur ces têtes prédestinées. Voilà donc encore la frégate algérienne et l'astronome français qui voguent vers Marseille. Cette fois c'est la tempête qui va l'assaillir; désespérée, faisant eau de toutes parts, la malheureuse frégate, sur le point de sombrer, entre enfin dans le port de Bougie.

Arago se croyait sauvé; mais il apprend que le dey d'Alger, son protecteur, vient d'être renversé et étranglé. En même temps, sa frégate est envahie par les Bédouins qui pillent ses instruments et le laissent entièrement dénué de tout. Son courage ne l'abandonna point dans cette extrémité; il part, traverse l'Atlas, arrive à Alger, et va demander la protection du nouveau dey. Celui-ci, qui venait d'être élevé par une émeute, et qui sortait pour ainsi dire des barricades, se trouva être un peu moins civilisé et moins humain que son prédécesseur; il traita le savant comme un chien et le fit mettre au nombre de ses esclaves. Enfin l'infortuné parvint à faire connaître sa situation au consul Suédois qui lui fit rendre sa liberté, ses instruments, et le fit embarquer pour Marseille. Ainsi, après trois années d'aventures et de malheurs, il revit enfin la France, Perpignan et sa famille.

Mais désormais pour tant de célébrité Perpignan était trop étroit, il vint à Paris; ce n'est que là qu'on pouvait apprécier ses aventures et ses découvertes sur le mont Atlas, qui porte le monde sur ses épaules, comme on sait, et qu'il avait vu de près.

Ici commence la seconde partie toute scientifique de la vie de M. Arago. A peine arrivé à Paris, il fut nommé par Napoléon profes-

seur à l'École Polytechnique, et admis à l'Académie des Sciences à l'âge de vingt-trois ans.

Il serait long d'énumérer ici ses travaux; il ne serait pas moins long d'énumérer les places lucratives, les traitements accumulés et les sinécures, et les honneurs qu'il a reçus successivement de tous les gouvernements, de l'Empire, de la Restauration et de la dynastie d'Orléans, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir des idées très-libérales, comme on disait alors. Élu député par les Perpignanais en 1831, il avait déjà reconnu à cette époque les mauvaises tendances du gouvernement de Louis-Philippe, et il se rangea dès lors parmi les courageux tribuns du parti de l'opposition, qui n'ont jamais cessé d'aboyer, mais avec la bouche pleine, contre toutes les mauvaises lois, mais qui cependant n'en ont jamais empêché aucune.

Au reste, à force d'entendre sans cesse accoler l'épithète de savant et d'astronome à côté du nom de M. Arago, n'allez pas vous figurer un de ces prêtres austères de la science, humbles et modestes comme les Newton et les Descartes, concentré en lui-même et enfoncé dans ses méditations, aimant la science pour elle-même, pour son éclat intérieur, si je puis parler ainsi, et non pas pour la gloire, la célébrité ou autres avantages plus positifs qu'elle peut donner. Le citoyen Arago est, au contraire, un savant élégant et parfumé, presque un dandy en cheveux blancs, un docteur dameret et galant qui sacrifie tout à l'extérieur de la science, à son côté sensible et matériellement appréciable, et qui se soucierait fort peu, je crois, de la découverte la plus importante, s'il ne pouvait pas la communiquer, en faire un peu de bruit et en tirer profit: aussi il aime à s'entourer d'un auditoire féminin dans ses cours de l'Observatoire, sans doute parce que la Renommée, qui souffle par une bouche de femme, est toujours un peu plus bruyante: c'est à la plus belle moitié du genre humain qu'il se plaît surtout à expliquer les secrets du ciel, à signaler les taches du soleil, et à montrer, comme l'on dit, les étoiles en plein midi. Grâce à lui, les Parisiennes passent pour les femmes du monde qui savent le mieux s'orienter.

Dieu veuille cependant qu'il ne porte point cette manie dans son double ministère. Nos marins et nos soldats pourront bien ne pas s'accommoder de cette contemplation des étoiles en plein midi.

On sait déjà comment il est devenu marin, et l'on dit qu'il a appris la guerre et la stratégie en inspectant les armées célestes et en alignant des légions d'étoiles au bout de son télescope. Grâce à ces brillantes théories, il a fait ces miracles et tout le gâchis possible sous sa double administration, et puis l'on dira que les savants ne sont pas propres à tout!!!...

Réclamation de MM. les Canards contre l'ordonnance de M. le Préfet de Police concernant les Crieurs publics.

On conçoit très-bien que les cris audacieux et discordants de la presse vous empêchent de dormir, que ces yeux sans cesse ouverts sur vos actes, que ces mille flambeaux allumés pour porter la lumière dans les sentiers tortueux que vous aimez à suivre quelquefois vous incommode et vous irritent: vous voudriez bien les étouffer: cela se conçoit encore; mais vous n'osez les attaquer de front. Cette fille aînée de la république, la liberté de la presse, vous en impose encore. Il y a là parmi ses nombreux enfants, parmi ces innombrables journaux qu'elle a produits, des gaillards qui ont becs et ongles et sont de taille à se défendre, et vous vous en prenez généreusement, courageusement, aux petits et aux faibles, aux enfants perdus, aux avortons de cette même famille, à ces pauvres petits canards qui ne font mal à personne. Vraiment ce n'est ni noble ni loyal; on attendait mieux d'un puissant magistrat tel que vous. — Et à propos de ce massacre des innocents que vous venez de commettre, — à propos de ces malheureux que votre ordonnance vient d'immoler ainsi sans pitié par centaines, — savez-vous bien ce que vous avez fait? — savez-vous ce que c'est qu'un canard? — savez-vous qui nous sommes, vous qui vous faites noire bourreau?

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable,

a dit élégamment le prince des classiques français. Voilà pour notre origine: ce vers sublime est le berceau de tous les canards.

Un canard n'est donc pas autre chose qu'une nouvelle tout aussi vraie que beaucoup d'autres, mais qui n'est pas vraisemblable et qui n'a pas le mérite d'être dans le cours ordinaire des choses. L'Académie française ne pourrait pas définir le canard plus exactement.

Mais savez-vous qu'à ce titre M. le préfet de police, et par le temps de révolutions et de métamorphoses qui court, nous sommes tous sujets à être des canards, à devenir des canards du soir au lendemain, vous-même tout le premier, M. le préfet de police! car enfin il n'y a pas longtemps de cela, un de ces matins on est venu nous annoncer tout à coup que vous étiez nommé préfet de police, que votre nom, naguères si obscur, si débonnaire, si inoffensif, est devenu tout à coup, et comme par miracle, le nom d'un puissant personnage, d'un magistrat redoutable. Pensez-vous que cette nouvelle fût très-vraisemblable, qu'elle n'eût pas au premier aspect toutes les apparences

d'un canard, et qu'elle n'ait pas passé pour tel aux yeux de bien du monde ? Vous êtes donc passé par là vous-même, Monsieur le Préfet, vous avez été vous-même, un moment seulement, un véritable canard ! Au nom de cette parenté, quelque passagère qu'elle ait été, nous réclamons les droits du sang et nous vous supplions humblement de révoquer l'édit de proscription et de mort que vous avez imprudemment et par ignorance lancé contre vos frères !

Coups de Béquille.

On annonçait la démission de MM. Ledru-Rollin, Lamartine et compagnie : Bon, s'écria quelqu'un, la République va donc échapper aux griffes de ces loups-cerviers !

— Ah ! oui, dit une dame, mais elle en sortira si maigre, si débarnée, si exténuée, qu'il est à craindre qu'elle ne tombe dans le *marasme*, ce qui serait le pis de tout. C'est pour le coup qu'il n'y aurait plus d'espoir

La *Silhouette* a grand'peur du citoyen Caussidière : serait-ce à cause de l'habileté que ce citoyen a déployé à la police, lorsqu'il a si énergiquement fait succéder l'ordre au désordre ?

Il y a tant de gens qui ont besoin de pêcher en eau trouble et qui craignent le retour de l'ordre comme les hiboux craignent la lumière !

GRANDE RÉVOLUTION A LA BUVETTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Depuis que les bouillons et les côtelettes ne sont plus payés par le budget, le cantinier ne voulant pas faire crédit, ses tables sont désertes.

Voici quelques-unes des principales dispositions du projet de Constitution, lu par M. Armand Marrast à la séance d'aujourd'hui :

La constitution garantit à tous les citoyens la liberté, l'égalité, la sûreté, le travail, l'assistance.

Le droit au travail est celui qu'a tout homme de vivre en travaillant.

La France est une République démocratique une et indivisible.

La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens français. Aucun individu, aucune fraction du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice.

Le nombre des représentants sera de 750.

Le suffrage est direct et universel.

Sont électeurs tous Français âgés de vingt-et-un ans, jouissant de leurs droits civils et politiques.

Le scrutin est secret ; l'élection se fera par départements.

Les représentants sont toujours rééligibles. Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif. Ils sont inviolables.

Ils ne peuvent être recherchés, pour les opinions par eux émises dans l'Assemblée nationale.

Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut être promu à des fonctions émanant des pouvoirs exécutifs.

Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui reçoit le titre de Président de la République.

Il devra être âgé de 30 ans et nommé par le suffrage direct universel.

Le président de la République est élu pour 4 ans.

Il a pour charge d'assurer l'exécution des lois ; il dispose de la force armée sans pouvoir commander en personne. Il ne peut dissoudre l'Assemblée nationale. Tout traité international devra être ratifié par cette dernière.

Il promulgue les lois au nom du peuple français.

Dans le cas où le président de la République aurait des objections à faire contre les décrets de l'Assemblée nationale, il peut, dans le délai fixé pour la promulgation, en appeler à une nouvelle discussion.

Il est logé aux frais de la République et reçoit un traitement de 600,000 francs par an.

Il a le droit de suspendre, pour trois mois, les maires et autres fonctionnaires électifs, sauf approbation du conseil d'État.

Le nombre des ministres et leurs attributions seront fixés par le pouvoir législatif.

Chaque ministre est responsable en ce qui le concerne.

Les ministres ont entrée à l'Assemblée nationale et seront entendus chaque fois qu'ils le demanderont.

Il y aura un vice-président nommé par le président.

Il y aura un conseil d'État composé de 40 membres au moins.

Le président de la République est de droit membre de ce conseil. Les conseillers d'État ne pourront être nommés que par l'Assemblée.

ÉTRANGER.

ITALIE.

Dans l'après-midi du 10 juin, au quartier général de Garda, le roi Charles-Albert a signé l'acte d'union de la Lombardie au royaume de Sardaigne. Cet acte lui avait été apporté tout prêt à signer par M. Casati et deux autres membres du gouvernement provisoire de Milan.

Le gouvernement provisoire de Milan doit cesser ses fonctions immédiatement. Il sera remplacé par une commission ou régence composée de Piémontais et de Milanais sous la présidence de M. Casati.

Nouvelles diverses.

Nous apprenons que les ouvriers compositeurs d'imprimerie préparent une imposante manifestation contre le rétablissement du cautionnement.

Une pétition, à laquelle ont déjà été apposées des milliers de signatures, sera présentée par les ouvriers à l'Assemblée nationale.

On assure, en outre, que le rétablissement du cautionnement ou du timbre serait le signal de la suppression immédiate des travaux dans toutes les imprimeries, y compris même les ateliers qui fonctionnent pour le compte de l'État.

— Hier, à l'issue de la séance de l'Assemblée nationale, des cris : *A bas les vingt-cinq francs !* sont partis de plusieurs groupes. Grâce aux mesures prises par M. le commissaire de police du palais, plusieurs individus ont été arrêtés.

M. Clément Thomas qui, malheureusement, marche chaque jour vers l'impopularité, allait sans doute essayer un feu roulant de quolibets sur son passage, quand un de ses amis l'a détourné de prendre le chemin des quais.

Plus prudent cette fois que dans d'autres occasions, M. Thomas est sorti par la rue de Bourgogne, où il a pris un cabriolet.

La foule, qui, dit-on, l'attendait pour lui lancer une *bordée* (sic), a été complètement désappointée par la prudente retraite du général Clément Thomas. (Patrie.)

— Plusieurs représentants se sont réunis aujourd'hui dans la salle des conférences. On s'y entretenait d'un prétendu camp de 25,000 hommes qui serait placé, par une mesure de sûreté, dans la pleine de Satory, près de Versailles. Les noms des généraux qui doivent commander les divers corps étaient, dit-on, déjà connus. Cette décision aurait été prise dans le sein de la commission du pouvoir exécutif pour se protéger elle-même contre les attaques présumées. (Patrie.)

— On lit dans le *Moniteur algérien* du 10 juin :

« Le gouverneur-général vient d'adresser, par l'intermédiaire du ministre de la guerre, une pétition à l'Assemblée nationale, pour demander qu'une partie des fonds alloués aux ateliers nationaux soit consacrée à la colonisation de l'Algérie. »

— Depuis le 24 février l'administration du journal la *Réforme* possède un matériel complet. Dira-t-on encore que ce journal ne fait pas ses frais ?

— *Henri III*, drame en cinq actes d'A. Dumas, attire une foule immense à l'Odéon. Au moment où certains théâtres voient leur salle déserte, celui-ci semble renaître, grâce à MM. Darcourt, Ballande, Joyeuse : grâce à leur héroïque dévouement, la scène du théâtre de l'Odéon ne sera point abandonnée. N'oublions pas de dire que Mesdames Drouet ont été vivement applaudies dans cette pièce.

Dans notre prochain numéro nous donnerons à nos lecteurs l'analyse de ce drame.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 19 juin.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNARD.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est lu et adopté.

La parole est à M. Latrade sur le procès-verbal.

M. Latrade rappelle qu'il a proposé précédemment un projet de décret ayant pour but de fixer les conditions auxquelles les associations d'ouvriers pourront soumissionner les entreprises de travaux publics.

Cette proposition a un caractère d'urgence, et l'honorable membre demande l'autorisation de la développer dans la séance de demain. (Oui ! oui !)

Cette proposition est adoptée.

M. Brunet lit un projet de décret relatif à la colonisation de l'Algérie.

Cette proposition, appuyée par cinq membres, sera développée ultérieurement.

M. Turck donne au milieu du bruit lecture de diverses propositions dont il est impossible de comprendre le sens.

M. le Président. Les diverses propositions du citoyen Turck sont-elles appuyées ?

Plusieurs voix. La division ! l'urgence !

Voix nombreuses. Nus n'avons rien entendu.

Le président agite vainement sa sonnette, le diable boiteux sa béquille, impossible d'obtenir le silence, ils passent l'un et l'autre à la buvette.

La séance continue.

M. Turck. Par un premier projet de décret j'ai proposé de faire rentrer dans son domicile légal tout individu qui serait reconnu pour un forcat libéré.

Voix nombreuses. Appuyé ! appuyé !

M. Turck développe une dizaine de propositions et termine en disant : Enfin, mon dernier projet contient une série de dispositions tendant à démontrer une fois de plus que l'Assemblée nationale soutient avec une vive sollicitude les intérêts de la classe ouvrière.

Plusieurs voix. Appuyé ! appuyé ! appuyé !

La séance continue, mais sans aucun intérêt.

Nous saisissons en passant le dialogue suivant :

— Mais c'est urgent, ma chère, indispensable, la morale le réclame.

— Oh ! il n'aura pas lieu, Ledru-Rollin veut s'en aller.

— Mais, ma chère amie, nous l'obtiendrons, dussions-nous ramper sur le ventre depuis la Bastille jusqu'au Palais national pour y déposer notre pétition entre les mains du président. Il faut qu'il passe. Il passera.

Il ne passera pas.

Il passera (le divorce).

Séance du 20 juin.

PRÉSIDENCE DE M. PORTALIS, VICE-PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à une heure.

L'un de MM. les secrétaires donne lecture du procès-verbal.

La parole est à M. Pierre Leroux.

M. Pierre Leroux. J'ai demandé la parole sur le procès-verbal, afin de répondre au discours prononcé hier par M. Trélat, discours où je me trouve sinon nommé, du moins indiqué, de telle sorte que plusieurs représentants et plusieurs journaux n'ont pas hésité à me désigner nominativement.

J'étais absent au moment où M. Trélat a trouvé bon pour se défendre lui-même d'attaquer par des allusions fort transparentes des hommes dont il ignore ou méconnaît les doctrines, et de citer à ce sujet ce qu'il prétend avoir dit à une autre époque. Je ne veux pas exprimer ici le sentiment que m'ont inspiré les attaques de M. Trélat. (Interruption.)

Une voix. Attendez qu'il soit là.

En ce moment, M. Trélat entre dans la salle et prend place au banc des ministres.

M. Pierre Leroux répète ses premières paroles et continue : Je ne veux pas non plus aujourd'hui combattre les idées de M. Trélat, ni juger le rôle politique qu'il a choisi. Je me borne à donner, en ce qui me concerne, le démenti le plus formel à ses paroles. M. Trélat n'a fait que joindre sa voix à d'autres voix calomniatrices. (Mouvement prolongé.)

M. Trélat, ministre des travaux publics. — Je ne répondrai pas.

Le procès-verbal est adopté.

M. Pascal-Duprat. Je viens vous demander la déclaration d'urgence en faveur de ma proposition relative à l'abolition des lois fiscales sur la presse.

Depuis la révolution de juillet, il s'est fondé de nombreux journaux dans lesquels se sont engagés des capitaux qu'il importe de ne pas compromettre. Outre cet intérêt matériel, il y a un intérêt moral dans la question. Il s'agit de l'indépendance de la pensée ; rien ne saurait être plus urgent : j'attendrai cependant volontiers que l'Assemblée ait terminé la discussion entamée. Mais je crois devoir demander à M. le ministre de la justice d'ordonner la suspension des poursuites commencées contre certains journaux des départements.

L'Assemblée consultée refuse de déclarer l'urgence. M. Flocon, qui est seul au banc des ministres, a voté pour l'urgence.

M. Pascal Duprat. Si j'avais été plus clair, l'Assemblée aurait compris que je ne demandais qu'une urgence de second ordre. (Interruption. — C'est voté ! l'ordre du jour !)

Une voix. Après les chemins de fer.

M. le Président. La proposition sera développée après la discussion du projet de décret relatif au chemin de fer.

M. Clément Thomas. Citoyens représentants, le 15 mai dernier, au plus fort de la crise de cette funeste journée, j'ai été investi du commandement supérieur de la garde nationale. Le soir, en rentrant de l'Hôtel-de-Ville, je vous rendis compte du commandement provisoire que j'avais exercé, vous voulûtes bien applaudir à ma confirmation dans ces hautes fonctions.

Vous savez que je n'ai ni sollicité ni ambitionné cet honneur, je ne l'avais accepté que par dévouement ; aujourd'hui je crois devoir m'en démettre. J'ai informé la commission du pouvoir exécutif de ma détermination, mais comme l'Assemblée avait bien voulu s'associer à la haute marque de confiance qui m'avait été donnée le 15 mai, je crois devoir lui faire connaître aussi ma résolution.

Je ne sais si, dans l'accomplissement de mes fonctions, j'ai obtenu l'approbation de tous les honnêtes gens et des partisans sincères de la liberté....

Quelques voix. Oui ! oui !

M. Clément Thomas. Mais ce que je sais, c'est que ma conscience me dit que je quitte ce commandement sans regret comme sans reproche.

M. le Président. Je suis heureux de pouvoir déclarer, au nom de l'Assemblée, que le général Thomas a bien mérité de la patrie. (Rumeurs ; marques d'adhésion.)

M. Turck prévient l'Assemblée qu'il désire interpellier la commission exécutive sur l'administration générale du pays.

Aux termes du décret précédemment rendu, il faut que ma proposition soit appuyée par quarante membres pour que la commission exécutive soit tenue de répondre aux interpellations.

M. le Président. Que les citoyens représentants qui appuient la proposition veuillent bien se lever.

Plus de quarante membres se lèvent dans les diverses parties de la salle.

M. le Président. — Quel jour le citoyen Turck veut-il fixer pour ses interpellations ?

Une voix. Il faudrait préciser l'objet des interpellations.

M. le Président. — La demande étant appuyée par quarante membres, il ne reste plus qu'à fixer le jour des interpellations.

M. Turck. — Je demande à l'Assemblée de vouloir bien m'entendre jeudi (Murmures).

Plusieurs voix. — Après la loi sur les chemins de fer.

Les interpellations auront lieu après le vote de la loi sur les chemins de fer.

Dernières nouvelles.

Démission de M. Clément Thomas.

Nous avons enfin à louer un acte de M. le commandant des gardes nationales de la Seine. Dans la séance de ce jour de l'Assemblée nationale M. Clément Thomas a donné sa démission. M. le président a cru pouvoir déclarer, au nom de l'Assemblée, que M. Cl. Thomas avait bien mérité de la patrie. Nous adhérons à ces paroles si elles portent, non sur le commandement, mais sur la démission elle-même.

La Patrie publie une lettre de M. Armand Marrast, annonçant qu'il abandonne pour l'avenir le traitement attaché aux fonctions de maire de Paris.

Nous avons reçu nous-même dimanche dernier une pareille lettre, que nous n'avions pas cru devoir publier, tant ce désintéressement du lendemain nous semblait invraisemblable dans un homme de la veille.

Nous faisons amende honorable à M. le maire de Paris.

Nouveaux détails sur les événements de Prague.

On écrit de Dresde, 15 juin : Le bateau à vapeur venant de Prague est arrivé hier soir à 9 heures. Les troupes ont eu le dessus, et l'ordre paraissait être rétabli. Le comte Léon Thun a été, dit-on, fait prisonnier par le peuple. La garde nationale et les Allemands n'ont pas pris part au combat. Plusieurs Slaves et Polonais sont arrivés à Dresde par le bateau à vapeur. Il se confirme que Mme la princesse de Windischgrätz a été tuée. Cette dame est fille de feu M. le prince de Schwarzenberg, dont la mère a eu une fin si tragique à Paris, à l'occasion du mariage de l'archiduchesse Marie-Louise.

PARFUMERIE HYGIENIQUE. Maison Chantal, rue Richelieu, 67, à l'entresol, porte cochère. — L'eau Chantal, la seule approuvée, à la propriété de teindre, à la minute, en toutes nuances et pour toujours, les cheveux et la barbe. Cette composition est également la seule qui soit sans inconvénient pour la santé ; aussi, recommandée par la médecine, jouit-elle d'une vogue immense dans le monde élégant. — Prix : 6 fr.

Nota. On expédie dans Paris et les départements.

MICHELET, gérant.

IMPRIMERIE BAILLY, DIVRY ET COMP., PLACE SORBONNE, 2.